



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 6 mai 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, mars 2003**

En mars, la valeur des permis de construction délivrés dans tout le Canada a diminué de 4,4 % et s'est établie à 3,6 milliards de dollars, à la suite d'une chute de 11,7 % observée en février. Malgré cela, l'avalanche de permis délivrés en janvier a permis au secteur de demeurer vigoureux et d'enregistrer un début d'année record grâce à des intentions de construction qui ont totalisé 11,8 milliards de dollars au premier trimestre.

2

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, avril 2003

7
- Chargements ferroviaires mensuels, février 2003

7
- Livraisons des produits de meubles de bureau, décembre 2002

8

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

Mars 2003

En mars, la valeur des permis de construction délivrés dans tout le Canada a diminué de 4,4 % et s'est établie à 3,6 milliards de dollars, à la suite d'une chute de 11,7 % observée en février.

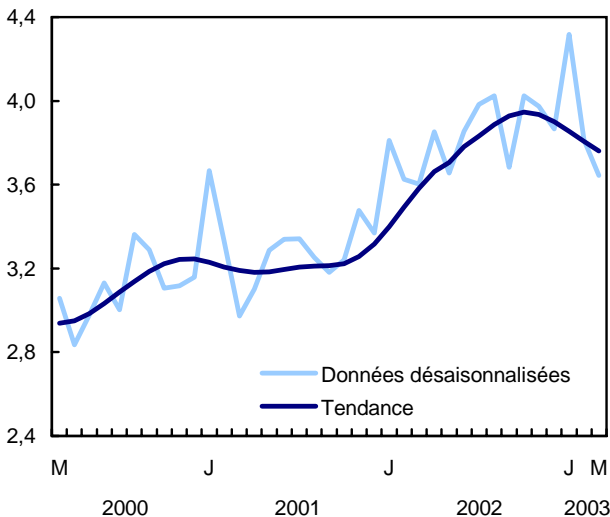
Malgré cela, l'avalanche de permis délivrés en janvier a permis au secteur de demeurer vigoureux et d'enregistrer un début d'année record grâce à des intentions de construction qui ont totalisé 11,8 milliards de dollars au premier trimestre.

Le sommet de 4,3 milliards de dollars en permis de bâtir atteint en janvier a plus que suffi pour dépasser le record d'intentions de construction du premier trimestre. Le niveau des trois premiers mois a crû de 6,6 % par rapport au premier trimestre de 2002 et de 18,1 % par rapport au premier trimestre de 2001.

Les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction résidentielle en mars, soit 3,1 % de plus qu'en février. La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 15,9 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. Il s'agit du plus faible niveau observé en 11 mois, attribuable surtout à une baisse des intentions de construction institutionnelle.

La valeur totale des permis est en baisse pour un deuxième mois consécutif

En milliards de dollars



Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

À l'échelon national, les endroits où la construction a été la plus vigoureuse comprennent les régions métropolitaines de recensement de Calgary et de Toronto, où une importante demande d'espaces commerciaux a été le facteur à l'origine de la croissance de la valeur des permis au premier trimestre. Par contraste, le plus important repli a été enregistré à Thunder Bay, où la valeur des permis de bâtir a chuté de 54 millions de dollars à la suite de la réduction de l'investissement dans les structures institutionnelles.

La constance des intentions d'investissement favorables dans le secteur de la construction est un signe positif pour l'économie canadienne dans les mois à venir. Les investissements en construction ont tendance à faire grimper le nombre d'achats dans de nombreux secteurs de l'économie intérieure.

Diminution de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux pour un second mois consécutif dans le secteur résidentiel

Les constructeurs ont pris pour 680 millions de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en mars, en hausse de 26,6 % par rapport au plus faible niveau des 14 derniers mois enregistré en février. De cette valeur, plus de 400 millions de dollars ou 60,3 %, proviennent des permis de construction d'appartements.

D'un autre côté, la demande de logements unifamiliaux a diminué de 4,0 % pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. Il s'agit de la deuxième réduction mensuelle consécutive et du plus faible niveau mensuel depuis juillet 2002.

Malgré tout, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a atteint un sommet pour un premier

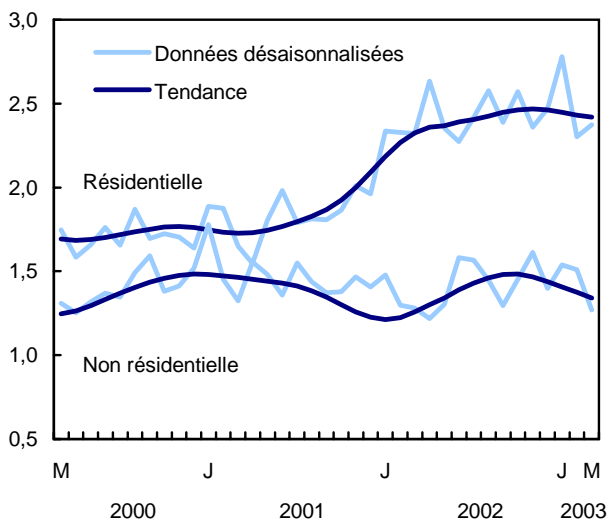
trimestre, totalisant près de 5,4 milliards de dollars, soit 1,9 % de plus qu'au premier trimestre de 2002, dans le sillage de niveaux extrêmement élevés en janvier. Du côté des permis de construction de logements multifamiliaux, la valeur au premier trimestre a été de 2,1 milliards de dollars, en hausse de 21,4 %.

Dans l'ensemble, au premier trimestre, les municipalités ont délivré pour 7,5 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, ce qui constitue également un sommet.

Les niveaux élevés atteints en janvier s'expliquent probablement par les éventuels propriétaires-occupants, qui se sont dépêchés d'engager un prêt hypothécaire avant la hausse des taux d'intérêt. Bien que la forte demande de logements résidentiels se soit quelque peu affaiblie par rapport au début de l'année, le secteur demeure vigoureux. Les Canadiens bénéficient d'une croissance durable de l'emploi, en particulier du côté des emplois à temps plein. Les tendances démographiques ainsi que la rémunération favorable, les faibles taux d'inoccupation des logements à louer et les taux hypothécaires raisonnables ont incité une vague de Canadiens à opter pour l'achat d'une maison.

Les secteurs résidentiel et non résidentiel varient en sens opposé

En milliards de dollars



À l'échelon provincial, la plus forte hausse mensuelle en dollars de la valeur des permis de construction résidentielle a été enregistrée en Colombie-Britannique (+48,7 %, valeur totale de 437 millions de dollars). Il s'agit d'un résultat principalement attribuable aux projets de construction d'appartements. L'Ontario venait ensuite (+3,0 %, valeur

totale de 994 millions de dollars), la hausse du côté des logements unifamiliaux ayant plus que neutralisé la baisse enregistrée par les logements multifamiliaux.

Le plus net recul a été enregistré au Québec (-9,0 %, valeur totale de 462 millions de dollars), la légère augmentation du côté des permis de construction de logements multifamiliaux n'ayant pas permis de neutraliser un recul observé du côté des permis de construction de logements unifamiliaux.

Pour ce qui est de la construction non résidentielle, les hausses sont survenues uniquement dans la composante commerciale

En mars, la valeur des intentions de construction non résidentielle a chuté de 15,9 % par rapport à février et s'est établie à 1,3 milliard de dollars.

La composante commerciale a été la seule composante à montrer une croissance de la valeur des permis en mars. La valeur des permis pour les projets de construction commerciale a atteint 685 millions de dollars, en hausse de 7,8 % par rapport à février, surtout grâce aux catégories des hôtels, des restaurants et des laboratoires.

Les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 43,7 % pour s'établir à 296 millions de dollars en mars, soit le plus faible niveau depuis avril 2002. La catégorie des immeubles à vocation médicale a été le principal facteur à l'origine de ce recul, qui survient après que les intentions aient atteint un niveau élevé en février. L'Ontario a affiché la plus forte baisse en dollars pour cette composante (-45,2 %, valeur totale de 185 millions de dollars).

Les intentions de construction industrielle ont diminué de 17,4 % et se sont établies à 289 millions de dollars, les usines de fabrication ayant affiché la plus forte diminution. L'Ontario a connu la plus forte baisse (-38,1 %, valeur totale de 148 millions de dollars), en raison du recul dans les projets d'usines de fabrication.

À l'échelon régional, 15 régions métropolitaines de recensement ont vu la valeur des permis de construction non résidentielle diminuer au cours du dernier mois, les deux plus importantes baisses ayant été enregistrées à Toronto et à Hamilton.

Parmi les provinces, des baisses des composantes industrielle et institutionnelle ont fait en sorte qu'en mars, l'Ontario a affiché la plus forte baisse du côté du secteur non résidentiel (-30,0 %, valeur totale de 564 millions de dollars). Par contre, une forte croissance de la composante industrielle a permis à la Nouvelle-Écosse d'enregistrer la plus forte augmentation en mars (+130,9 %, valeur totale de 42 millions de dollars).

Le secteur non résidentiel a observé des signaux non convergents à la fois du côté des entreprises et des consommateurs. En février, le commerce de détail a

montré une troisième hausse mensuelle consécutive. À l'inverse, au quatrième trimestre de 2002, les industries ont réduit l'utilisation de leur capacité de production. De plus, il se pourrait que la hausse des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux dans les principales régions métropolitaines de recensement ait nui au secteur non résidentiel.

De plus, bien que les opinions sur les perspectives de production se soient légèrement améliorées, les fabricants ont émis des avis plutôt prudents, selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada. Les producteurs ont indiqué un taux de satisfaction moindre du côté des commandes en carnet et des nouvelles commandes pour le premier trimestre.

Au premier trimestre, les municipalités ont délivré pour 4,3 milliards de dollars de permis pour le secteur non résidentiel, en hausse de 6,6 % par rapport au premier trimestre de 2002. La majeure partie de cette croissance est attribuable à des hausses du côté des composantes commerciale (+7,9 %) et industrielle (+24,1 %). La composante institutionnelle a affiché un repli de 5,8 %.

Parmi les provinces, la plus forte baisse au premier trimestre dans le secteur non résidentiel est survenue au Québec (-10,2 %, valeur totale de 804 millions de dollars), surtout en raison de l'affaiblissement des intentions de construction commerciale et institutionnelle.

Par ailleurs, grâce à une poussée de la composante industrielle dans la région d'Oshawa et des composantes industrielle et commerciale dans la région de Toronto, l'Ontario a affiché la plus forte croissance (+11,9 %, valeur totale de 2,1 milliards de dollars).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mars 2003 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'avril 2003 sera diffusé le 5 juin.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (clarver@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Erik Dorff au (613) 951-4901 (erik.dorff@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

Régions métropolitaines de recensement	Février 2003 ^r	Mars 2003 ^p	Février à mars 2003	Janvier à mars 2002	Janvier à mars 2003	Janvier-mars 2002 à janvier-mars 2003
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	19,0	13,9	-26,8	52,7	55,1	4,4
Halifax	41,9	49,3	17,7	99,5	121,2	21,8
Saint John	6,9	5,8	-16,6	19,6	21,6	10,7
Saguenay	6,8	9,0	32,4	29,5	21,1	-28,6
Québec	56,9	99,7	75,3	156,1	264,7	69,6
Sherbrooke	13,3	16,7	26,0	57,8	46,2	-20,0
Trois-Rivières	10,8	10,9	0,2	31,4	31,6	0,6
Montréal	423,9	332,5	-21,6	1126,8	1173,3	4,1
Gatineau	23,3	30,1	29,4	129,7	104,4	-19,5
Ottawa	132,2	153,6	16,2	323,5	397,6	22,9
Kingston	9,4	10,5	12,2	33,4	44,1	31,9
Oshawa	165,2	72,8	-55,9	159,2	283,2	77,8
Toronto	691,9	641,8	-7,2	2113,2	2288,1	8,3
Hamilton	173,0	52,8	-69,5	319,3	349,3	9,4
St. Catharines-Niagara	43,5	30,8	-29,1	174,5	138,4	-20,7
Kitchener	82,0	79,9	-2,6	252,6	258,6	2,4
London	55,1	71,8	30,3	159,9	174,5	9,1
Windsor	64,5	44,6	-30,8	193,9	166,9	-13,9
Sudbury	5,4	11,8	119,5	11,9	18,7	56,5
Thunder Bay	9,5	8,2	-14,3	74,2	20,1	-72,9
Winnipeg	51,0	65,4	28,3	116,0	160,3	38,1
Regina	28,2	12,5	-55,5	34,6	56,7	63,6
Saskatoon	22,3	9,6	-56,9	89,2	74,4	-16,6
Calgary	298,4	208,4	-30,2	615,8	798,2	29,6
Edmonton	124,1	141,6	14,1	424,0	445,4	5,0
Abbotsford	14,2	24,8	74,0	39,3	53,4	35,8
Vancouver	208,3	333,9	60,3	736,6	857,8	16,5
Victoria	46,6	28,4	-39,1	117,7	129,8	10,3

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir

Provinces et territoires	Février	Mars	Février	Janvier	Janvier	Janvier-mars
	2003 ^r	2003 ^p	à mars 2003	à mars 2002	à mars 2003	2002 à janvier-mars 2003
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	3 812,8	3 644,3	-4,4	11 042,2	11 775,4	6,6
Résidentiel	2 301,7	2 374,1	3,1	6 987,8	7 454,9	6,7
Non résidentiel	1 511,0	1 270,2	-15,9	4 054,4	4 320,5	6,6
Terre-Neuve-et-Labrador	26,2	23,4	-10,6	74,2	82,1	10,7
Résidentiel	17,9	15,2	-15,4	55,5	54,6	-1,7
Non résidentiel	8,2	8,2	-0,3	18,7	27,5	47,4
Île-du-Prince-Édouard	7,1	12,2	71,7	26,9	27,0	0,0
Résidentiel	6,7	7,7	15,7	21,7	20,2	-6,7
Non résidentiel	0,4	4,5	925,7	5,3	6,7	27,8
Nouvelle-Écosse	70,4	82,8	17,5	192,2	214,2	11,4
Résidentiel	52,0	40,4	-22,4	147,3	135,5	-8,0
Non résidentiel	18,4	42,4	130,9	44,9	78,7	75,1
Nouveau-Brunswick	41,2	52,0	26,3	144,3	133,4	-7,5
Résidentiel	25,0	37,1	48,6	111,5	94,2	-15,6
Non résidentiel	16,2	14,9	-7,9	32,7	39,3	19,9
Québec	770,1	743,6	-3,4	2 167,1	2 374,6	9,6
Résidentiel	508,5	463,0	-9,0	1 270,8	1 570,2	23,6
Non résidentiel	261,6	280,6	7,3	896,2	804,4	-10,2
Ontario	1 771,3	1 558,5	-12,0	5 068,1	5 298,1	4,5
Résidentiel	965,9	995,0	3,0	3 190,9	3 197,6	0,2
Non résidentiel	805,4	563,5	-30,0	1 877,3	2 100,5	11,9
Manitoba	77,8	85,8	10,3	233,9	231,2	-1,1
Résidentiel	42,2	36,8	-12,8	100,1	125,7	25,6
Non résidentiel	35,6	49,0	37,7	133,8	105,4	-21,2
Saskatchewan	68,7	37,9	-44,8	174,2	191,9	10,1
Résidentiel	32,7	17,8	-45,5	62,8	84,1	33,9
Non résidentiel	36,0	20,1	-44,3	111,4	107,8	-3,3
Alberta	575,7	482,3	-16,2	1 660,2	1 692,3	1,9
Résidentiel	355,5	319,1	-10,2	1 140,0	1 071,5	-6,0
Non résidentiel	220,2	163,1	-25,9	520,2	620,8	19,3
Colombie-Britannique	401,7	555,7	38,3	1 267,4	1 514,2	19,5
Résidentiel	293,9	437,1	48,7	879,6	1 092,7	24,2
Non résidentiel	107,7	118,6	10,1	387,8	421,5	8,7
Yukon	1,2	6,5	443,6	5,1	8,9	76,5
Résidentiel	0,6	2,0	211,1	4,4	3,3	-24,6
Non résidentiel	0,6	4,6	697,9	0,7	5,6	749,8
Territoires du Nord-Ouest	1,5	2,5	71,3	25,4	6,4	-74,9
Résidentiel	0,7	2,1	185,8	0,9	4,4	408,5
Non résidentiel	0,7	0,4	-40,4	24,5	2,0	-92,0
Nunavut	0,0	1,1	...	3,3	1,1	-68,2
Résidentiel	0,0	0,9	...	2,4	0,9	-64,0
Non résidentiel	0,0	0,2	...	0,9	0,2	-79,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi

Avril 2003

L'indice de l'offre d'emploi est demeuré pratiquement inchangé en avril, en baisse de seulement 0,1 % par rapport à mars. Les fluctuations mensuelles ont été faibles dans toutes les provinces, des hausses ou des baisses de moins de 1 % ayant été enregistrées. L'indice est en baisse depuis juin dernier.

Indice de l'offre d'emploi

(1996=100)

	Avril 2003	Mars 2003	Avril 2002	Mars à avril 2003	Avril 2002 à avril 2003
	données désaisonnalisées et lissées			var.	en %
Canada	110,8	110,9	127,3	-0,1	-13,0
Terre-Neuve-et- Labrador	148,3	148,2	176,1	0,1	-15,8
Île-du-Prince-Édouard	168,1	168,6	194,9	-0,3	-13,8
Nouvelle-Écosse	119,8	120,3	132,2	-0,4	-9,4
Nouveau-Brunswick	151,6	151,9	160,8	-0,2	-5,7
Québec	105,6	105,7	120,5	-0,1	-12,4
Ontario	116,4	116,8	133,3	-0,3	-12,7
Manitoba	133,0	133,3	145,4	-0,2	-8,5
Saskatchewan	117,3	117,4	129,7	-0,1	-9,6
Alberta	123,0	123,0	136,8	0,0	-10,1
Colombie-Britannique	79,6	80,2	95,5	-0,7	-16,6

Nota : À compter d'aujourd'hui, Statistique Canada met fin à son indice de l'offre d'emploi. Les données déjà publiées continueront d'être disponibles pour fins de consultation, mais il n'y aura par la suite aucune mise à jour ni révision. Pour cette diffusion, les données enregistrées depuis janvier 2000 ont été révisées très légèrement dans le cadre des politiques de la révision annuelle des données.

Statistique Canada tient à maintenir un programme de statistiques du travail qui soit pertinent et d'un bon rapport coût-efficacité. En établissant les priorités durant une période de réduction de coûts, les programmes et leurs produits ont été évalués sur la base d'une estimation tenant compte de la qualité et de la pertinence, en consultation avec la communauté des utilisateurs.

L'indice de l'offre d'emploi était considéré par les utilisateurs comme une mesure de remplacement de la demande de travail non comblée et comme un indicateur de la direction du marché du travail. Cependant, plusieurs utilisateurs ont exprimé leur

inquiétude au sujet de la performance de l'indice de l'offre d'emploi au cours des dernières années, tout particulièrement à la lumière de l'utilisation croissante d'Internet par les employeurs comme moyen de faire connaître les possibilités d'emploi.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jamie Brunet au (613) 951-6684 (jamie.brunet@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Données stockées dans CANSIM : tableau 277-0002.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée : numéro d'enquête 2606.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail. ■

Chargements ferroviaires mensuels

Février 2003

Les quantités de marchandises chargées par les chemins de fer au Canada en février ont totalisé 17,4 millions de tonnes métriques (à l'exclusion du trafic intermodal), en diminution de 4,7 % par rapport à février 2002. Le transport intermodal, représenté par les conteneurs sur wagons plats et les remorques sur wagons plats, a atteint 1,9 million de tonnes, en hausse de 12,7 % par rapport à février 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée : numéro d'enquête 2732.

Le numéro de février 2003 de *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 80, n° 2 (52-001-XIF, 8 \$ / 77 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Robert Larocque au 1 866 500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0009. ■

Livraisons des produits de meubles de bureau

Décembre 2002

Il est maintenant possible de consulter les données de décembre 2002 sur les livraisons des produits de meubles de bureau.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée : numéro d'enquête 2161.

Le numéro de décembre 2002 de *Livraisons des produits de meubles de bureau*, vol. 31, n° 2 (35-006-XIB, 11 \$ / 21 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Livraisons des produits de meubles de bureau, décembre 2002, vol. 31, n° 2

Numéro au catalogue : 35-006-XIB (11 \$/21 \$).

Chargements ferroviaires mensuels, février 2003, vol. 80, n° 2

Numéro au catalogue : 52-001-XIF (8 \$/77 \$).

Guide statistique de l'énergie, quatrième trimestre de 2002

Numéro au catalogue : 57-601-XCB (150 \$).

Guide statistique de l'énergie, quatrième trimestre de 2002

Numéro au catalogue : 57-601-XIF (35 \$/100 \$).

Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, février 2003, vol. 35, n° 2

Numéro au catalogue : 63-011-XIF (6 \$/55 \$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 2003, vol. 69, n° 2

Numéro au catalogue : 67-002-XIF (14 \$/132 \$).

Nouveaux résultats sur les déterminants de la formation dans les emplacements canadiens, Série sur le milieu de travail en évolution, n° 5

Numéro au catalogue : 71-584-MIF (gratuit).

Nouveaux résultats sur les déterminants de la formation dans les emplacements canadiens, Série sur le milieu de travail en évolution, n° 5

Numéro au catalogue : 71-584-MPF (15 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : **1 800 700-1033**


Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03040003



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 mai 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.